

Bulletin d'histoire politique

McGill français : un contexte de fébrilité étudiante et nationaliste

Éric Bédard



Volume 9, Number 1, Fall 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060435ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060435ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bédard, É. (2000). McGill français : un contexte de fébrilité étudiante et nationaliste. *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 148–152.
<https://doi.org/10.7202/1060435ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

McGill français : un contexte de fébrilité étudiante et nationaliste¹



Éric Bédard
Étudiant au doctorat en histoire
Université McGill

Il est d'usage, lorsqu'on commémore un événement, et que l'on est le premier à prendre la parole, de dire que cet épisode de l'histoire fut très important, voire déterminant pour notre société. C'est pourquoi, je vous surprendrai sans doute en commençant cet exposé en vous disant qu'à mon avis, la manifestation pour un McGill français n'est pas un événement très important dans l'histoire du Québec contemporain ou du moins, pas du tout déterminant. D'aucune façon, le Québec ne sortira transformé de cette manifestation. Après le 28 mars 1969, aucune grande réforme ne viendra modifier le visage du Québec. Pour l'essentiel, les mentalités restent les mêmes.

Mais l'événement mérite néanmoins que l'on s'y attarde et qu'on y réfléchisse. Car ce que l'on voit alors dans les rues du centre-ville de Montréal, c'est l'exceptionnelle expression d'un « grand refus » venant d'une génération qui s'érige en juge implacable d'une société qui serait dominée par une poignée de grands capitalistes anglo-saxons. Le spectacle qui nous est offert en mars 1969, c'est celui d'une génération qui lève le poing et qui veut faire table rase d'un passé souillé par l'humiliation et la soumission. Un passé vécu sous le signe de la « négritude », pour emprunter à Pierre Vallières un concept très en vogue dans cette époque de décolonisation. Sans aucun doute, cet événement révèle quelque chose de cette époque explosive. Mais pour en saisir l'atmosphère, pour comprendre pourquoi, un an et demi plus tard, de jeunes militants felquistes procéderont à deux enlèvements et à un assassinat, il faut se reporter à la texture du moment ; à la fièvre qui s'empare alors de la jeune génération de la fin des années 1960. Une fièvre qui inquiète René Lévesque : « La génération qui s'en vient, déclare-t-il en 1969, pourrait changer le système d'une façon qui ne serait pas des meilleures². »

C'est ce contexte que je tenterai de cerner. Les milliers de jeunes qui prendront part au McGill français n'ont rien révolutionné de la société dans

laquelle ils vivaient, mais leur geste, par son éclat, par son caractère imprévisible, par le sens qu'on a voulu lui donner, reste l'un des moments forts d'un temps de l'histoire récente du Québec.

Fébrilité étudiante

Il importe d'abord de rappeler que c'est dans une université que survient cet événement. Sans contredit, cette époque est par excellence celle de la contestation étudiante. L'Occident offre alors le spectacle d'une jeunesse étudiante qui combat, par tous les moyens, l'ordre établi. En France, en Allemagne et aux États-Unis, pour ne nommer que quelques pays, les étudiants prennent d'assaut leur campus, inspirés qu'ils sont par des penseurs comme Herbert Marcuse, de l'École de Francfort ou par des tacticiens de la révolution comme Che Guevarra dont le profil héroïque tapisse les murs de plusieurs universités. L'objectif des leaders étudiants ? En finir avec cette société de consommation aliénante et vaincre les tabous hérités d'un âge ancien. Changer la vie, pour reprendre l'expression des héritiers de Jean Jaurès et de Rosa Luxemburg ; refaire la société sur des bases nouvelles. Vivre dans la liberté la plus totale.

Loin d'être sourds à ces turbulences occidentales, les étudiants québécois, qu'ils soient francophones ou anglophones, contribuent à leur façon à cette effervescence. En octobre 1968, les étudiants des cégeps sont très nombreux à descendre dans la rue. Pendant deux semaines, les deux tiers des nouveaux cégeps sont complètement paralysés. Si ce débrayage a une couleur authentiquement étudiante — ce qui le distingue de Mai 68 — le contenu de ses revendications a l'ampleur d'une contestation globale de la société québécoise. Quelques mois plus tard, en janvier 1969, c'est au tour des étudiants de l'Université Sir George-Williams de se soulever contre les autorités. Une partie d'entre eux, se jugeant victimes de discrimination raciale, occupent le 9^e étage de l'institution de la rue Maisonneuve. L'occupation tourne vite à la violence. Un centre de calcul est même incendié par les militants étudiants. Les dommages sont évalués à 3 millions de dollars et les policiers procèdent à 97 arrestations.

Cohérents avec eux-mêmes, les leaders étudiants québécois ne font pas que critiquer la société dans laquelle ils vivent. L'autocritique de leur propre mouvement est continuelle. Plusieurs d'entre eux en ont d'ailleurs assez de ces vieilles associations étudiantes qui reproduisent la démocratie bourgeoise, jugée dépassée et rétrograde puisqu'elle permet à quelques représentants de s'approprier le droit de parler au nom des masses. Cet esprit de contestation explique, entre autres, les sabordements de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) en 1968 et de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) un an plus tard. Majoritairement, les leaders étudiants d'alors rejettent toute forme de

« collaboration » avec les autorités, qu'elles soient universitaires ou gouvernementales. On juge alors, pour reprendre une expression colorée de l'époque, que « dialoguer, c'est se faire fourrer » ! Ce n'est pas dans les confortables salles des rectorats et ministères que les doléances étudiantes seront mises de l'avant, mais dans la rue. « Ces gens-là », se disent les jeunes militants de l'époque, ne comprendront jamais rien. Seul un vrai rapport de force pourra leur faire entendre raison.

L'ère n'est plus aux grandes associations étudiantes, mais aux « cellules » d'action et aux « comités » de quartier qui agissent à la base, en conscientisant les « masses » à la cause révolutionnaire. C'est dans cette foulée que naît, parmi une multitude de groupuscules, le mouvement syndical politique (MSP) qui trouvera rapidement quelques adeptes à l'UQAM. Immédiatement classé subversif par le Service de sécurité et de renseignements canadien, le MSP publie de nombreux tracts qui appellent au soulèvement. Dans l'un d'eux — intitulé *On veut vot' peau* — on peut lire : « Contester, c'est pas critiquer, c'est démolir. Contester, c'est pas réformer, c'est abattre, révolutionner [...]. On ne veut plus de votre société de pourris, d'exploiteurs, de fraudeurs avec bonne conscience³. » Nul doute que l'on reconnaît bien là, à la fois le style et le contenu du manifeste féliquiste qui sera lu un an plus tard sur les ondes de la télévision d'État.

Fébrilité nationaliste

Nous devinons tous que cette coïncidence n'en est pas une puisque à cette contestation globale qui anime les leaders étudiants de la fin des années 1960, s'ajoute un autre ingrédient propre au Québec : le nationalisme. Dans la grande majorité des esprits de ce temps, la cause nationale des Canadiens français n'est pas une annexe au projet révolutionnaire, mais une composante essentielle. Cette synthèse explosive est inspirée par un contexte de décolonisation sur le plan international. Le tournant des années 1960 est marqué par la guerre d'Algérie, la révolution cubaine et l'intervention américaine au Viêt-nam. Un à un, les peuples opprimés par l'impérialisme occidental brisent les chaînes du colonialisme : souvent de façon héroïque et spectaculaire. Ces images, relayées par la télévision, nourrissent de jeunes Québécois en quête d'un sens à donner à leur vie en société.

Le meilleur porte-parole de cette synthèse du socialisme révolutionnaire et du nationalisme est, sans aucun doute, le Front de libération du Québec. Fondé en 1963 par quelques indépendantistes qui estiment que le Québec reste une colonie britannique, le FLQ fait une série de gestes d'éclat tout au long de la décennie. Un mois avant la manifestation du McGill français, la cellule de Pierre-Paul Geoffroy fait exploser une bombe à la bourse de Montréal, causant des dégâts évalués à un million de dollars et des blessures à une vingtaine de personnes. Le chef du jeune Parti québécois condamne

ce geste de ceux « qui veulent transformer le Québec en laboratoire de la révolution mondiale⁴ ».

Dans cette croisade en faveur de la « libération nationale » du peuple québécois, il n'y a pas que des francophones. À l'ouest de la rue Saint-Laurent, il se trouve une poignée d'activistes déterminés qui n'hésitent pas à prendre part à cette lutte. Parmi ceux-ci, on retrouve un jeune professeur de science politique de l'Université McGill : Stanley Gray. Boursier de l'Université Oxford, cet intellectuel engagé soutient que le Québec vit une double situation d'aliénation. Dans son esprit, la lutte de libération nationale se confond avec celle de la lutte des classes. « Nègres blancs », les francophones du Québec doivent à la fois lutter contre la figure coloniale et contre les bourgeois oppresseurs que symbolisent les Anglo-Saxons. Stan Gray n'est pas le seul à défendre une telle conviction. Ses idées très audacieuses sont en effet partagées par des étudiants gauchistes de McGill dont certains, en 1969, sont à la tête du *McGill Daily*. En septembre 1969, le journaliste Mark Wilson se montre plus que sympathique au mouvement en faveur de l'unilinguisme français qui fait rage à Saint-Léonard : « Nous devons apprendre la langue du peuple québécois, écrit-il, pour mieux prendre part avec eux à cette lutte de libération. Ce faisant, nous pourrions contribuer à faire la démonstration que le nationalisme n'est pas raciste puisqu'il existe des anglophones qui sont du côté du peuple⁵. »

Il faut dire que cette lecture marxiste de la réalité québécoise se fondait sur une étude menée par la commission Laurendeau-Dunton démontrant que l'ethnie canadienne-française était alors l'une des plus pauvres au Canada⁶. S'ils formaient 80 % de la population au Québec, les Canadiens français occupaient très peu de postes de décision, relégués qu'ils étaient au rôle d'ouvriers ou de subalternes. Jusqu'à la veille de la Révolution tranquille, le fossé socio-économique entre les communautés anglophone et francophone semble immense. Dans le Montréal des années 1940, se souvient l'homme d'affaires Conrad Black, « la communauté de langue anglaise, prospère et britannocentrique, faisait peu de cas de la majorité francophone. Elle la trouvait charmante mais plutôt fainéante et dominée par le clergé. Elle présumait sans le dire que les francophones étaient destinés, pas tout à fait à tort, à rouler les courts de tennis et à récupérer les parterres de l'anglostocratie⁷. » Une telle perception de la situation au Québec ne pouvait faire de McGill qu'une cible de choix.

Pour les militants felquistes, de même que pour les idéologues de l'extrême-gauche anglophone de McGill, l'ennemi prend donc la figure du grand capital anglo-saxon. Si les Canadiens français sont les prolétaires, pensent ceux-ci, nul doute que les patrons bourgeois, ce sont les anglophones qui, génération après génération, ont exploité les ressources de ce territoire à

leurs propres fins. Fondée par l'homme d'affaires James McGill, appuyée financièrement par les Donald Smith, Hugh Allan et James McConnel, cette institution a été le passage obligé que devait emprunter l'élite anglophone pour reproduire cette société fondée sur une inégalité de type colonial.

En 1969, c'est cette fonction de reproduction d'une élite dominante qui allait lui être radicalement reprochée. L'Université McGill se trouve alors au bien mauvais endroit, au bien mauvais moment. Vieille institution universitaire anglophone, celle-ci subit les foudres d'une jeunesse frondeuse qui souhaite à la fois casser le système capitaliste et affranchir le Québec de son statut colonial. Située à la jonction d'une fébrilité étudiante et nationaliste, McGill, par sa simple existence, devient le bouc émissaire qu'il faut sacrifier sur l'autel de la « libération nationale ».

Voilà ce qu'incarne cette fameuse marche pour un McGill français. Pour les forces nationalistes, il y a là un formidable exercice, profitable quelques mois plus tard lors des immenses manifestations contre la loi 63 du gouvernement Bertrand. Pour ceux qui dirigent alors les destinées de l'Université McGill, le 28 mars 1969 est un véritable électrochoc. Pour la première fois de sa longue histoire canadienne, l'institution de la rue Sherbrooke est pointée du doigt par des milliers de manifestants en colère. Certes, semblent dire ceux-ci, il est bien d'avoir fondé un programme d'études canadiennes-françaises en 1963, tout comme il est heureux que les étudiants francophones qui le désirent puissent avoir le droit, un an plus tard, de rédiger leurs travaux dans leur langue maternelle, mais ces efforts de rapprochement avec la communauté linguistique majoritaire du Québec ne suffisent pas, disent ces mêmes manifestants exaltés. Pour l'Université McGill, le 28 mars 1969 marque la fin d'un « splendide isolement ». Désormais, son destin est inséparablement lié à celui de la société québécoise.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Conférence prononcée lors d'un symposium organisé par le programme d'études sur le Québec de l'Université McGill commémorant le 30^e anniversaire de la manifestation en faveur d'un McGill français.
2. Cité dans Louis Fournier, *FLQ : histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, p. 247.
3. Archives de l'UQAM, Fonds du comité d'organisation provisoire des étudiants de l'UQAM, *Bulletin de liaison du MSP*, vol. 2, n^o 1, août 1969.
4. Cité dans L. Fournier, *op. cit.*, p. 203.
5. *McGill Daily*, 17 septembre 1969.
6. Voir à ce sujet le dernier livre de Léon Dion qui fut l'un des chercheurs sollicités durant les travaux de cette ambitieuse commission, *La révolution dérouterée 1960-1976*, Montréal, Boréal, 1998, p. 214-215.
7. Conrad Black, *Conrad Black par Conrad Black*, Montréal, Québec/Amérique, 1993, p. 13.